

Didier BAZILE¹ et Eduardo CHIA²

¹Dr. & HdR en Géographie, CIRAD, UPR GREEN, TA C-47/F, Campus International de Baillarguet, F-34398 Montpellier, France. Tel. +39.344.044.8032. didier.bazile@cirad.fr

²Dr. & HdR en Economie, UMR Innovation, INRA/CIRAD, 2 place Pierre Viala, 34060 – Montpellier, France. Tel. +33 (0)4.67.61.57.57. Tél. : +33 (0)6 71 82 25 88. chia@supagro.inra.fr

Activer une ressource territoriale pour une renaissance rurale: le cas du quinoa dans la région centrale du Chili¹

Résumé

Cette communication vise à mettre à l'épreuve la notion de « ressource territoriale » ou « actif spécifique » pour comprendre et analyser l'émergence d'une action collective au sein d'un territoire défavorisé et marginalisé de la région centrale du Chili. Elle a pour objectif de réveiller une production locale trop longtemps endormie afin de lui faire jouer un rôle de « dynamisatrice » territoriale afin de limiter l'exode rural des jeunes dans un pays où seulement 13,5 % de la population vit en zone rurale. Il s'agit de la production de quinoa dans la zone du « *Secano Costero* » de la VI^{ème} région du Chili (*Región del Libertador Bernardo O'Higgins*). Sa culture est essentiellement pratiquée par les petits producteurs familiaux, sur des sols plutôt pauvres ou dégradés et destinée majoritairement, voire essentiellement, à la consommation familiale et locale. Cependant, avec l'envolée récente de la demande internationale, et par effet de cascade une demande nationale naissante, elle pourrait devenir une « spéculation » rentable pour ces petits producteurs et servir de levier à une dynamique territoriale associant agriculture et tourisme, en particulier le tourisme gastronomique. Cette ressource territoriale servirait alors de moteur à une renaissance rurale. Nous travaillons depuis 2008 dans cette région où nous avons initié, il y a deux ans, une démarche de recherche-action avec un groupe de producteurs de quinoa pour mettre en place une coopérative et imaginer les différentes options possibles en matière de production, commercialisation et valorisation du quinoa local. La coopérative se présente comme un activateur de la ressource territoriale. Cependant l'activation de cette ressource réveille aussi d'autres enjeux – de pouvoir en particulier – et l'action collective bien que nécessaire ne va pas nécessairement de soi. Elle doit être « protégée », par les pouvoirs publics en particulier, tant que les schémas mentaux et cognitifs ne changent pas. Les ressources territoriales ou actifs spécifiques existent déjà en soi mais les activer pour les faire devenir de véritables actifs spécifiques dédiés à la production nécessite de mettre en place des innovations organisationnelles, institutionnelles et techniques. Ce qui se joue dans ce travail d'activation c'est la redéfinition de la ruralité!

Mots clefs : Ressources territoriales, Quinoa, Recherche-Action, Développement territorial, Innovations, Ruralité

¹ Nous remercions la « *Región Libertador Bernardo O'Higgins* » qui a financé cette recherche atout comme le projet ECOS-CONICYT C12H02.

Introduction

Le territoire prend de plus en plus d'importance dans la réflexion et les actions des acteurs locaux et des gouvernements d'Amérique Latine. Les acteurs locaux et les décideurs politiques (régionaux ou nationaux) mettent en place des actions (politiques publiques) pour activer et valoriser les ressources locales en particulier dans l'agriculture. Il peut s'agir des labels de qualité sur des produits existants ou pour la réintroduction de productions oubliées et/ou abandonnées. C'est le cas du quinoa au Chili. Originaire des Andes, le développement de la culture de quinoa a connu un boom international dans les années 90' puis 2000 en s'inscrivant dans le segment de marché du commerce bio-équitable des pays du Nord, en particulier. Les exportations de quinoa sont réalisées à plus de 80% par la Bolivie, l'Équateur et le Pérou. Pour ces trois pays, les ventes ont été multipliées par 4 fois entre 1992 et 2002, puis par 39 entre 2002 et 2012. Traduites en volumes, les exportations de quinoa seraient passées de 600 tonnes en 1992 à 37 000 tonnes en 2012, soit une croissance annuelle moyenne de 22,8% (Furche *et al.*, 2014). Aujourd'hui, la reconnaissance mondiale des qualités nutritionnelles du quinoa par un nombre de plus en plus important de consommateurs occidentaux consolide un marché d'exportation ouvrant ainsi des perspectives à des nouveaux pays producteurs. Au-delà de cet attrait pour exporter le quinoa, ce boom a également permis d'impulser une nouvelle dynamique à la demande locale et nationale dans les pays andins : Bolivie, Pérou, Chili, Argentine, Equateur et Colombie (Bazile, 2015).

Au Chili, depuis une dizaine d'années (Bazile *et al.* 2014), on assiste à une augmentation de la superficie ainsi que de la production : 1 470 ha étaient cultivés en 2007 (dernier recensement agricole) contre seulement 175 ha en 1997 (recensement précédent). Trois régions produisent aujourd'hui le quinoa au Chili au Nord, au Centre et au Sud. Il y est cultivé depuis très longtemps, bien avant l'arrivée des conquistadors espagnols, par les populations de l'Altiplano (Ière région de Tarapaca), mais aussi dans les régions côtières du Centre-Sud principalement dans les régions du *Libertador General Bernardo O'Higgins* (VI^{ème}) et d'Araucanie (IX^{ème}) (Bazile et Negrete, 2009). La production de quinoa au Nord se concentre dans la commune de Colchane, première région productrice avec plus de 90% des superficies semées pour le Chili. Sur cet espace marqué par des contraintes agro-climatiques extrêmes (sécheresse et gel, radiation solaire), le quinoa demeure la principale et très souvent l'unique culture possible. L'avenir des exploitations est entre les mains de producteurs âgés qui ont souvent plus de 60 ans ! Le quinoa est en grande partie autoconsommé au sein de la famille éclatée (entre l'altiplano et Iquique, la capitale de la première région du Chili) et la partie vendue est le plus souvent commercialisée en Bolivie. Dans le «*Secano Costero*» du centre Chili, les sols pauvres et dégradés constituent un handicap pour l'agriculture familiale qui y réside. C'est là qu'on trouve, sur des surfaces marginales, le quinoa, dans de petites exploitations où la recherche de revenus extérieurs est souvent indispensable (Olguín, 2011). Les variétés cultivées sont rustiques et résistantes au sel, à la sécheresse, au mildiou, avec un type variétal à petits grains de couleur beige. L'isolement géographique combiné à des pratiques de sélection des semences propres à chaque exploitation a contribué à la création d'une forte diversité génétique. Dans les environs de Temuco plus au Sud, le quinoa est cultivé dans des zones avec parfois plus de 2000 mm de pluviométrie annuelle, contrastant ainsi avec les 300 mm de l'Altiplano et les 600 mm de la zone centrale. Le Quinoa ou *Dawe* (dans la langue Mapuche) est cultivé dans les jardins potagers des femmes, près des lieux d'habitation où il est intégré dans un système agroécologique très diversifié avec les autres cultures maraîchères locales.

Le quinoa qui pousse au niveau de la mer, dans la région centrale du Chili, est un écotype reconnu comme unique parmi les cinq existants au niveau mondial (Bazile, Fuentes et Mujica, 2013). Les généticiens considèrent ce groupe de quinoa, appelé indifféremment écotype de la Côte ou du niveau de la mer, comme complètement à part des quatre autres groupes. Certains auteurs avancent même l'hypothèse d'un possible centre secondaire de diversification comme c'est le cas avec la pomme de terre de l'île de Chiloé qui se différencie de celle de l'altiplano (Jellen *et al.*, 2015). Ce groupe de quinoas, très différent des autres au plan génétique, présente des caractéristiques biologiques spécifiques liées à leur développement dans un environnement situé au niveau de la mer sous une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 500-650 mm, réparties sur 4-5 mois et associées à un indice élevé d'évapotranspiration. Les plantes de quinoas sélectionnées par des générations de paysans se sont adaptées à ces conditions naturelles et sont capables de pousser dans des sols salés et à texture fortement sableuse. Les petits agriculteurs maintiennent cet écotype de quinoa dans des conditions

marginales où il trouve sa place sur des sols pauvres et dégradés en association avec d'autres cultures telles que des céréales (blé, maïs, orge, avoine) ou la pomme de terre.

Principales caractéristiques du quinoa du Secano Costero (côte centrale du Chili).

Le tableau ci-après montre les différences importantes en ce qui concerne les conditions climatiques de production entre le quinoa que l'on peut qualifier de traditionnel (*salares*) et celle de la côte (*costa*) notamment au regard d'une plus faible altitude et de plus de précipitations.

	Altitude	Latitude	Précipitations
SALARES (Nord)	4 000 m	21,5	150 - 300 mm
COSTA (Centre)	0 - 1 000 m	39	500 - 2000 mm

Au nord (altiplano), il s'agit des plantes de quinoa très ramifiées qui occupent l'espace malgré de faibles densités au semis, qui possèdent de multiples couleurs de grains (rose, rouge, jaune, blanc, beige, marron, noir, etc.) et aussi de la plante (tige principale). Le quinoa altiplanique est résistant à la sécheresse, à la salinité et au froid (gelées). Les grains sont de grandes tailles (diamètre moyen proche de 2.5 mm). Il n'existe pas des rotations sinon une alternance de périodes de culture avec des périodes de jachères.

Au centre (costa), les plantes sont moyennement ramifiées avec une prédominance des panicules de type "glomérules", de petites feuilles, des grains toujours blancs-beiges, (quelques exceptions de rouge pour le Sud), une tolérance au sel, à l'humidité et aux moisissures. Toutes les plantes présentent de petits grains très durs pour lesquels le péricône adhère fermement au grain. Les agriculteurs pratiquent la rotation avec des céréales et pomme de terre. Les variétés de la côte ont un contenu en saponine plus importante qu'au nord. Les grains ont aussi un pourcentage d'humidité plus important et ils ont un peu moins de protéines tout en conservant la présence de l'ensemble des Acides Aminés Essentiels. Selon l'étude comparative (Miranda et al. 2012) des qualités nutritionnelles des différents quinoas du Chili à partir de 6 variétés locales issues des communes d'Ancovinto et de Cancosa au nord (altiplano), de Cáhuil et de Faro dans la zona littorale du centre et enfin de Temuco (Variété améliorée Regalona) et de Villarrica au sud. Il existe des différences significatives dans toutes les propriétés nutritives entre les 6 variétés. Les variétés du centre- sud ont en moyenne un contenu en protéines et vitamine E et C supérieurs aux autres. Toutes les quinoa(s) présentent une haute valeur nutritionnelle. L'étude conclue que selon les résultats spécifiques obtenus sur ces variétés, qui confirment ceux des études antérieures, « il est possible de penser à mettre en place une Appellation d'Origine Contrôlée, et donner ainsi de la valeur ajoutée aux quinoas du Chili aussi bien dans le marché national qu'international ».

Le quinoa de la région centrale du Chili même s'il représente globalement une superficie modeste, demeure important pour les agriculteurs, à la fois pour la place qu'il occupe dans la rotation et dans l'assolement de sols marginaux mais aussi pour l'aspect sécurité alimentaire et culture alimentaire locale à laquelle il fait référence pour les agriculteurs âgés.

Dans la région Bernardo O'Higgins, le quinoa est cultivé par un nombre réduit d'agriculteurs (une centaine) sur de petites surfaces (1-5 ha en moyenne) et il est principalement destiné à la consommation familiale et au marché local. Ce qui fait qu'il reste encore largement méconnu au niveau régional et souvent complètement ignoré au niveau national et international, malgré des caractéristiques spécifiques (botanique, génétique, agronomique, nutritionnelles, ...). C'est une ressource territoriale « endormie » !

Or, ces dernières années, quelque soient les continents, on assiste à une profusion d'actions de la part des acteurs privés ou des pouvoirs publics, pour (re)dynamiser les territoires. Au point que dans certains cas, les acteurs locaux se perdent dans la « forêt » des propositions : une action peut en cacher les autres ! Elles vont de la mise à disposition du personnel (animateurs, techniciens...) aux labels (AOP, IGP, AMAP...) en passant par des subventions, règlements, dispositifs (cluster, pôle de compétitivité,...), etc. Elles partent toutes du double constat suivant : d'une part, les entreprises, en particulier celles de petites dimensions, ont besoin d'unir leurs forces pour augmenter leur capacité à innover et augmenter ainsi leur chance de survie et, d'autre part, des actions et politiques d'incitation peuvent non seulement aider financièrement les entreprises mais aussi les inciter à coopérer, à se

coordonner voire même participer à la gouvernance territoriale. Certaines de ces actions ou politiques publiques vont viser l'activation ou la valorisation des ressources locales ou territoriales jusque-là peu exploitées. Notre principale hypothèse, dans cette communication, est que les entreprises et les territoires ont besoin de différencier leurs produits pour être plus compétitifs et plus rentables (Hugues et al. 2013). La ruralité à naître est un travail collectif qui doit redéfinir son objet en lien aux ressources, propres et partagées, de son territoire pour se fixer une direction commune et les moyens de les valoriser, de les activer pour en faire un levier de ce développement rural.

Problématique et grille de lecture

Dans la course à la productivité, pour être parmi les gagnants, les territoires tentent de se différencier le plus possible les uns des autres. La principale stratégie est d'identifier ce qui est spécifique ; ce que les autres territoires n'ont pas et qu'ils ne peuvent pas avoir, même en investissant « sans compter ». Il s'agit des actifs spécifiques selon les économistes (Williamson 1994) ou de ressources spécifiques selon les spécialistes de sciences régionales Pecqueur 2005 ; Kebir 2006). Nous faisons la proposition qu'il est possible de construire une grille de lecture s'appuyant sur la notion de « ressource territoriale » développée par les géographes ou « d'actif spécifique » par les économistes pour comprendre, au niveau des territoires, la fabrication des dynamiques de différenciation et des nouveaux actifs ou ressources. La production scientifique sur les questions liées au développement territorial endogène a été importante et soutenue depuis les années 1980 (Raffestin, 1980). Dans ce cadre ont émergées des recherches qui mettaient en avant l'activation des ressources locales. Selon Kébir (2006) : « *la relation objet-système de production s'établit dès lors qu'une intention de production est projetée sur un objet (connaissance, savoir-faire, minerai, bâtiment, etc.)*. En agriculture, on peut aussi associer à ce courant l'approche par les Systèmes Agraires Localisés (SYAL). Ce dernier a été mobilisé pour comprendre les dynamiques des territoires en « panne de développement » et pour proposer l'activation des ressources territoriales (Muchnick & De Sante Marie, 2010).

Mais, qu'est-ce qu'un actif spécifique pour les économistes ? Boissin (1999) écrit à propos de la spécificité des actifs qu'« O. Williamson désigne comme des caractéristiques techniques, immatérielles, locales et humaines, qui confèrent à l'actif une plus grande efficacité productive lorsque celui-ci est intégré au sein d'un processus productif donné ». Rappelons que Williamson cherche à expliquer et comprendre les différentes formes de coordination. Il fait appel à l'idée qui existe d'une certaine spécificité des actifs pour expliquer les « coûts de transactions » et montrer ainsi qu'en plus du marché et des entreprises il existe d'autres espaces –formes, modes- de coordination entre les acteurs. Les actifs spécifiques vont faire partie du triptyque théorique de Williamson (1994) pour expliquer certains attributs des transactions aux côtés de la fréquence des transactions et de leur incertitude. Concernant le comportement des agents économiques, Williamson postule que les agents sont rationnels et opportunistes. Ainsi, « un actif est dit spécifique, lorsqu'un agent économique y aura investi d'une façon volontaire pour une transaction donnée et qu'il ne pourra être redéployé pour une autre transaction sans un coût élevé » (Ghertman 2003). Ces actifs spécifiques peuvent être matériels ou immatériels comme les compétences par exemple. Ils peuvent être aussi localisés ou non. Les actifs spécifiques deviennent alors des variables clés dans la stratégie des firmes pour identifier et choisir le mode de coordination le plus avantageux (marché, organisation, firme-réseau, agglomérations, districts) pour elles.

Le tableau 1 ci-dessous récapitule les différents instruments ou stratégies des agents économiques en fonction de la fréquence de transactions et des caractéristiques des investissements suivant leur spécificité. Si l'on considère la 4^{ème} situation, c'est-à-dire une forte fréquence dans la transaction et des investissements en actifs très spécifiques, les agents auront tendance à internaliser les transactions en intégrant les nouvelles activités dans les entreprises. On peut imaginer facilement que le même raisonnement peut être conduit au niveau d'un territoire et intégrer les activités des différents acteurs au sein d'une organisation collective –cluster, coopérative, association, etc.-

Tableau 1 : Mode de coordination entre les entreprises selon les caractéristiques de l'investissement et la fréquence des transactions

		Caractéristiques de l'investissement		
		Non spécifique	Peu spécifique	Très spécifiques
Fréquence des transactions	Faible	Marché (1)	Contrat avec arbitrage (2)	
	Forte	Contrat classique	Contrat Bilatéral (3)	Internalisation (4)

Source : Chaudey 2011

Par ailleurs, rappelons que si le raisonnement de Williamson concerne les investissements en biens nouveaux (matériels ou immatériels), il peut aussi être appliqué aux biens existants mais qui ne sont pas nécessairement exploités en tant que tels ou comme actifs spécifiques ni individuellement ni collectivement. Ce raisonnement des néo-institutionnalistes s'applique aux entreprises, c'est-à-dire à des organisations hiérarchiques, mais rien n'empêche aussi de l'appliquer aux territoires. Tel a été, semble-t-il, le pari des chercheurs en sciences régionales.

Que nous disent les spécialistes des sciences régionales à propos des ressources territoriales ? Hugues et al. (2013) qualifient les ressources territoriales « ... comme étant des ressources spécifiques, qui sont révélées au cours d'un processus intentionnel engageant une dynamique collective d'appropriation par les acteurs du territoire, et de nature différente selon qu'elle emprunte ou non le circuit de la valorisation marchande ».

Quelles sont les caractéristiques d'une ressource territoriale ? Certains auteurs considèrent que les ressources territoriales se caractérisent, tout d'abord par sa *dimension collective*. La ressource ne peut être activée que si dans l'action globale prévue il y a une action collective (Hugues et al. 2013, Kebir 2006 ; Pecqueur 2005 ; Colletis 1999 ; DATAR 2005).

Mais, deux autres dimensions sont importantes pour que la ressource soit spécifique. La *dimension technique* (Kebir 2006) correspond aux possibilités de production et la *dimension cognitive* ou symbolique donne du sens à la ressource et permet de fabriquer du langage commun, des règles de fonctionnement des systèmes de production et des innovations qui sustentent la ressource territoriale et vont de ce fait lui conférer son caractère spécifique. Pecqueur (2005) l'exprime comme suit : « la ressource avant de devenir un actif marchand doit être révélée à la suite d'un processus de coordination d'acteurs ».

Par ailleurs, Pecqueur (2005) semble donner dans son raisonnement plus d'importance à la dimension quantitative des ressources, ou actifs, qu'à la dimension qualitative. C'est justement en raison des caractéristiques qualitatives propres (valeurs associées, représentation, paysage, etc.) qu'une même ressource n'aura pas la même valeur marchande ou sociale en deux endroits différents. Son exemple de la chute d'eau montre bien l'importance de la dimension qualitative. Il propose alors « une double distinction ... pour clarifier la nature de ces ressources : d'une part entre actifs et ressources et d'autre part, entre génériques et spécifiques » (cf. tableau 2). Il considère qu'une ressource (à exploiter et à révéler ou à organiser) représente un potentiel alors que l'actif est déjà là, quand il est échangé dans un marché. Cette différence nous semble faible et peu convaincante car, dans les cas des actifs on peut aussi imaginer des actifs qui vont être créés par les acteurs à partir des actifs ou ressources potentiels. On peut considérer ainsi que c'est le marché qui transforme une ressource en actif ! La différence est bien plus de type sémantique nous semble-t-il que de type analytique ; il est vrai que le mot actif fut introduit par la comptabilité qu'il s'est imposé peu à peu dans le langage de l'économie et des sciences sociales en générale. Pour expliquer la différence entre actif et ressource, ce même auteur nous donne cet exemple : « la main-d'œuvre qui se présente effectivement sur le marché du travail constitue un exemple simple d'actif, tout comme la présence d'équipements ou d'infrastructures ». Mais on sait depuis très longtemps que le problème n'est pas la main d'œuvre en soi mais les compétences de cette

main d'œuvre. La compétence - de la main d'œuvre - est donc aussi bien une ressource qu'un actif au sens de Pecqueur !

Pecqueur (2005) en croisant les ressources et les actifs avec leur nature (générique/spécifique) identifie 4 situations de développement des produits (tableau 2). Il associe le caractère générique des actifs ou ressources à leur lieu de valorisation ou de provenance : soit exogène, soit endogène. Il en déduit le mode et les règles de coordination. Pour les ressources, on assiste à un mode de coordination non-marchand et à des règles qui peuvent être de l'ordre des « cités » : inspiré, domestique, par projet... tout sauf industrielle et marchande. Alors que les actifs eux ont un mode de coordination marchand et des règles issues des cités marchandes et industrielles (Boltanski et al, 1991).

Tableau 2 : Classification des ressources et actifs selon leur degré de spécificité

	Génériques (Exogène)	Spécifiques (Endogène)
Ressources	Hors marché 1 « la ressource générique est un potentiel à la fois non exploité et donné. »	Non marchand 4 « la ressource spécifique est un avantage révélé résultant de la combinaison dynamique des stratégies d'acteurs. Cette ressource, jusque-là virtuelle, est le résultat d'une mise en relation créatrice d'acteurs confrontés à un problème inédit ».
Actifs	Marchand 2 « cette ressource est activée sur le marché ».	Marchand 3 « l'actif spécifique est construit par les acteurs et valorisé par le marché »

Source : Pecqueur (2005)

Il nous explique que « face à ces deux possibilités –générique/spécifique-, les institutions publiques locales ayant en charge la promotion des dynamiques territoriales ont toujours intérêt à rechercher la spécification des actifs pour deux raisons :

- i) En premier lieu, la présence d'actifs spécifiques (présence d'écoles d'ingénieurs, de laboratoires de recherche, d'une main-d'œuvre qualifiée, etc.) permet de différencier le territoire et de l'identifier dans un contexte de concurrence spatiale forte.
- ii) En second lieu, la présence de tels actifs freine la volatilité des entreprises (I.e. leur propension à la délocalisation en fonction des coûts de production les plus bas possibles) ».

En ce qui concerne le redéploiement (ou délocalisation) des actifs, les entreprises vont évaluer le «coût de réaffectation» ou de « réversibilité ». Car les actifs vont, au moins au début du processus de délocalisation ou de réaffectation, être moins rentables ou productifs. Toujours selon Pecqueur (2005) « ce frein à la réversibilité s'accroît avec le temps si l'on considère que l'entreprise améliore chronologiquement la qualité de ses relations de proximité (la confiance allège les coûts) ». Cependant, pour faire face à ces situations, les firmes vont mettre en place des stratégies d'innovation qui peuvent donner naissance à de nouveaux actifs spécifiques. Mais les firmes vont chercher à innover dans les modes de coordination (innovation organisationnelle) donnant naissance à des nouvelles dynamiques locales basées sur la proximité géographique (Torre 2014).

Le tableau 3 ci-après synthétise ces trois types de dynamiques.

Tableau 3 : dynamiques de développement local

Type de dynamique	Appui	Changement	Type de proximité
Agglomération	Externalités pécuniaires	Accès aux facteurs de production	Géographique
Spécialisation	Externalités technologiques	Processus de production	Géographique organisationnelle
Spécification	Patrimoine Cognitif	Collectif Organisation institutionnelle	Géographique organisationnelle institutionnelle

Source : à partir de Pecqueur 2005

Nous proposons dans le tableau 4 une synthèse, à partir d'un certain nombre d'auteurs, des caractéristiques des actifs et ressources selon leur degré de spécificité.

Tableau 4 : classification des ressources/actifs selon leur degré de spécificité

	Ressource/Actif
Générique	« lorsque leur présence est indépendante du processus de production ou de la dynamique sociale et entrepreneuriale » (DATAR 2005)
Spécifique	« La spécificité d'un actif se définit en référence au degré avec lequel un actif peut être redéployé pour un autre usage ou par d'autres utilisateurs sans perte de sa capacité de production. » (Williamson, 1994) « s'il résulte explicitement de stratégies d'acteurs et s'il est dédié à un usage particulier ». (Pecqueur 2005) « Un bien ou un service est dit spécifique lorsqu'il est produit pour satisfaire les besoins particuliers d'un petit nombre de clients. Par conséquent, cet actif spécifique ne peut pas ou que difficilement (à un coût prohibitif) être redéployé, transféré et utilisé dans un autre processus de production » (Datar 2005).

Les travaux sur lesquels nous nous appuyé pour préciser la question de ressources territoriales prennent peu en compte les aspects dynamiques ou de construction de ces ressources : comment concrètement ils sont « fabriqués », activés ou transformé en actifs.

Les travaux de Kebir et Crevoisier (2004) puis de Kebir (2006) nous servent de base pour réfléchir à la dynamique d'activation des ressources. Ainsi, Kebir (2006) propose de regarder les ressources non comme une donnée mais comme une construction, une mise en relation. Sa proposition « se fonde sur l'idée que les ressources constituent un processus relationnel entre un objet (connaissance, matière première, etc.) et un système de production ». Kebir montre alors que les ressources pour être territoriales donc activées doivent prendre place et faire partie d'un système de production avec tout que cela implique : une vision des différents métiers, des règles ou conventions... Dans ce sens, Hugues et al. (2013) proposent la notion d'opérateur de ressources. Les auteurs la définissent comme étant « l'interface interne/externe au territoire qui met en jeu les processus de construction et de valorisation des ressources pour aboutir à une variété de trajectoires possibles. L'opérateur n'existe ainsi que dans l'action et dans le rapport à l'extérieur ». Cette notion nous paraît intéressante à mobiliser car elle met l'accent aussi sur les relations avec l'environnement externe.

Ainsi, les acteurs dans leur recherche pour améliorer leur productivité et leur positionnement sur le marché vont chercher à coopérer avec des acteurs locaux voire même avec des concurrents, c'est-à-dire développer des stratégies de « coopétition » (Le Roy et al 2007). Les sciences sociales et en particulier les sciences de gestion ont depuis une dizaine d'années proposé le concept d'Eco-Système-d'Affaire (ESA) pour rendre compte de ces nouvelles stratégies. Nous nous sommes appuyés sur l'article de Koeing (2012) pour définir les ESA. Pour l'auteur, « les ESA sont des agencements organisationnels qui ne tiennent ensemble qu'à condition que leurs membres s'accordent sur le

développement d'un projet commun (...), la construction et l'entretien de cet accord constituent une tâche essentielle que Moore impartit au(x) leader(s) ». Koeing fait remarquer, à juste titre, que « l'élaboration d'un accord est moins complexe » dans le cas de figure où cet accord concerne ou est réalisé que par les acteurs centraux à la situation et non des acteurs centraux et périphériques.

Pour saisir le travail individuel/collectif, interne/externe nécessaire pour activer ou créer une ressource territoriale nous avons synthétisé les propositions de Kebir (2006) dans le tableau ci-dessous

Tableau 5 : processus (modes) d'activation des ressources territoriales ou actifs spécifiques

	Endogène (Territoire)	Exogène (Politiques Publiques –PP-)
Production	Les acteurs vont décider de mettre ensemble leurs savoirs faire, leurs capitaux pour activer la ressource à travers l'amélioration de la production (qualitative – génétique-quantitative)	Les PP vont viser l'accompagnement technique de la production. Subventions pour améliorer la productivité, etc.
Valorisation ou commercialisation	Ils vont inventer (en s'inspirant d'autres expériences ou innovant) de nouvelles formes, modes de valorisation du produit	Labels, points de ventes, accompagnement à l'exportation
Organisation	Les acteurs locaux vont chercher à s'organiser pour activer une ressource locale. Soit en créant des coopératives, des groupements, syndicats...	Programmes d'accompagnement – technique et financier- pour la constitution (mise en place) des formes collectives de production ou valorisation

Après ce rapide, et partiel, tour d'horizon des travaux sur les ressources territoriales, nous faisons la proposition suivante : les ressources territoriales ou actifs spécifiques territoriaux sont des construit socio-techniques, donc collectifs, qui mettent en relation des logiques endogènes aux territoires et des alliances et relations exogènes, qui vont « fabriquer » l'écosystème d'affaire au sein duquel la ressource territoriale va se développer. Le corolaire de cette proposition, d'un point de vu méthodologique, est que nous devons mettre en place des recherches-action ou recherches-intervention pour « (re)fabriquer » la ressource territoriale. Le premier travail à réaliser est de construire (élaborer) le cadre collectif au sein duquel ce travail d'activation et/ou création aura lieu. L'objectif de cette communication est d'explorer et de mobiliser cette problématique sur le cas de l'activation de la ressource « quinoa » dans le territoire du « *Secano Costero* » de la VI^{ème} région au Chili (figure 1). Pour passer du stade de ressource, qui existe à l'état latent ou virtuel, à sa valorisation sous forme d'actif spécifique, il est nécessaire d'activer la ressource en développant certaines caractéristiques.

Présentation de la méthode de recherche et du terrain

La méthodologie : une démarche de recherche-action et de co-construction

Dans un premier programme de recherche-développement (IMAS, ANR, 2008-2012) (Bazile *et al*, 2012a) conduit dans cette zone géographique entre 2008 et 2012, nous sommes arrivés à la conclusion qu'une relance de la production du quinoa dans cette région passait nécessairement par un travail collectif, au travers d'un groupement, association, coopérative... Notre proposition (hypothèse) était que le travail collectif allait permettre de générer du lien, un langage commun, un (ou des) projet(s) commun(s) entre acteurs d'un même territoire afin de les utiliser comme levier(s) pour le développement local (Chia *et al* 2009 ; Bazile, 2013 ; Bazile *et al*, 2012b et 2012c).

Nous avons donc structuré notre travail suivant la démarche de la recherche-action (RA) (Chia 2004 ; Vall et Chia 2014). Nous rappelons que la RA naît de la rencontre entre une volonté de changement de

la part des acteurs et une intention de recherche. Nous avons donc travaillé à formaliser cette « volonté de changement de la part des producteurs » à travers la constitution d'une coopérative de producteurs de Quinoa de la région : COOPROQUINOA. Cette coopérative a été créée en juin 2014. Plus de 40 agriculteurs, tous petits ou moyens producteurs de quinoa, ont participé à sa naissance. La participation des acteurs est le principe fondamental qui a guidé et guide en permanence notre intervention. Ils participent à travers des ateliers de groupes ou à travers la représentation et l'action des dirigeants de la coopérative à l'identification (diagnostic) des activités à développer, à leur formalisation (méthodologie de travail), à l'expérimentation (parcelles d'expérimentation) ou à l'analyse (focus-group) ainsi qu'à l'évaluation.

Nous avons construit un ensemble de dispositifs d'expérimentation et d'animation, tels que des parcelles d'expérimentations en milieu paysan (4 parcelles, une dans chaque secteur/commune de la zone géographique considérée), des ateliers participatifs multi-acteurs, des suivis d'exploitations agricoles, des séminaires d'échanges, une manifestation culinaire avec un grand « chef » chilien, etc., l'objectif principal étant de produire tout d'abord un langage commun, des connaissances techniques, de la confiance, un « mythe » organisationnel (March 1999) et un projet territorial commun.

Cette coopérative de production et de service a également pour objectif de faire reconnaître le quinoa « typique » de cette région du *Secano Costero* (SC) aux transformateurs, aux commerçants et aux consommateurs aux niveaux régional, national et international. Pour y parvenir, il est nécessaire de caractériser cette différence, sa spécificité, dans l'offre par rapport aux autres types de quinoa qui poussent en altitude. C'est le rôle des parcelles d'expérimentation et des analyses de laboratoire. Mais au-delà du fait de relancer la culture du quinoa dans la région du SC et de la faire reconnaître comme produit spécifique, la coopérative doit se transformer en dispositif (au sens de Foucault) pérenne où les agriculteurs, avec d'autres acteurs locaux, imaginent un développement territoriale durable.

La région de la coopérative COOPROQUINOA

La VI^{ème} région « Libertador Bernardo O'Higgins » (figure 1) se situe à environ deux cent kilomètres au sud-ouest de la capitale Santiago du Chili. Elle est limitée à l'Est par la frontière du Chili avec l'Argentine et à l'ouest par l'océan Pacifique. C'est une zone où les précipitations annuelles varient entre 500 – 800 millimètres, et sont principalement réparties sur les mois de mai à août.

Tableau 6 : Répartition de la superficie et de la population de la région par province

Province	Superficie (km ²)	Nombre d'habitants
Cachapoal	7 105	542 901
Colchagua	5 580	196 566
Cardenal Caro	3 264	41 160
Total	15 949	780 627

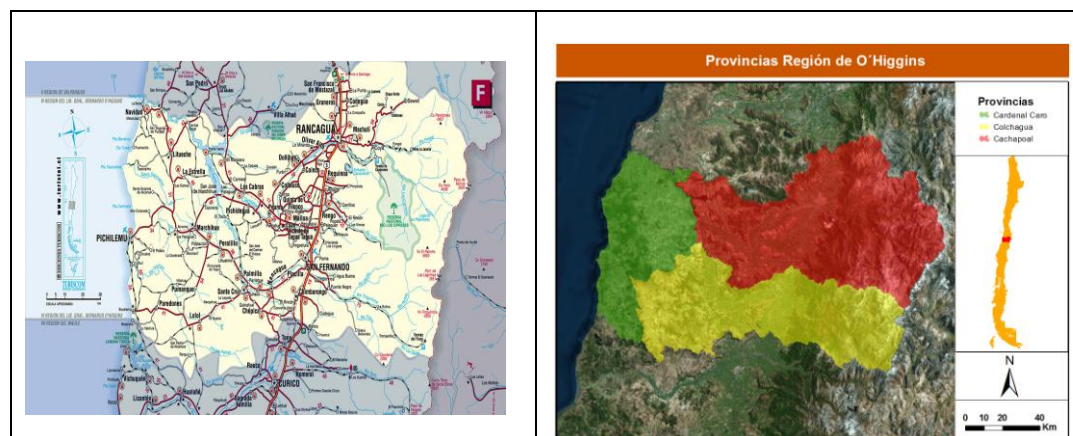


Figure 1 : région du Libertador Bernardo O'Higgins

C'est une région intermédiaire en terme niveau de pauvreté parmi les 14 régions du Chili, elle contribuait sur la période 2009/2012 à seulement 4,58% au PIB national occupait un peu plus de 5% de la population active mais presque 14% si l'on considère l'emploi rural. Les cinq principales activités régionales, au regard du PIB (68% du PIB régional), sont : l'activité agricole et forestière (22,3%), la transformation (14,3%), le commerce, restauration et l'hôtellerie (12,9%), l'activité minière (9,5%) et la construction (8,7%). L'activité touristique est en grande partie concentrée sur la côte. La ville de Pichilemu est connue internationalement pour la pratique de surf. L'oenotourisme se développe plus récemment dans la "Vallée de Colchagua". L'agriculture et la forêt de la région comptent pour environ 11% de la superficie nationale (recensement agricole 2007). Les vergers représentent 26,4% de la SAU, la forêt 24,8%, les céréales 19,5% et la vigne 12% (SEREMI Agriculture O'Higgins Région). On compte environ 20.000 exploitations agricoles dans la région ce qui représente 7,6% du total des exploitations du Chili (ODEPA, 2009) où il est important de noter la prédominance des petites exploitations. Les exploitations de moins de 20 hectares représentent 77,5% des agriculteurs (Recensement de l'agriculture, 2007).

Le territoire de COOPROQUINOA

Dans les quatre communes (Pichilemu, Marchigüé, Paredones, Pumanque) où nous travaillons, les exploitations agricoles sont, dans leur majorité, familiales et de petite dimension avec moins de 20 hectares (voir tableau NNNNN) et des systèmes de production très diversifiés à base de blé, maïs et actuellement du quinoa et des animaux (bovins et petits ruminants). Elles représentent plus de 60% des exploitations de ces quatre communes mais exploitent moins de 13% des terres. A l'opposé, les exploitations de plus de 20 hectares représentent seulement 21 % des exploitations et concentrent plus de 87 % des terres. Il s'agit principalement des exploitations forestières. Il faut noter que dans la classe des exploitations 20 – 50 hectares on trouve principalement les exploitations viticole et les exploitations spécialisées dans la production des fruits.

Tableau 7 : répartition des exploitations du territoire de la coopérative COOPROQUINOA selon leur superficie

Communes	Total		< 1		1 < 5		5 < 10		10 < 20		20 < 50		> 50	
	Nb	SAU (ha)	Nb	SAU (ha)	Nb	SAU (ha)	Nb.	SAU (ha)	Nb.	SAU (ha)	Nb.	SAU (ha)	Nb.	SAU (ha)
Pichilemu	678	45 260	59	30	207	555	128	915	95	1 323	102	3 174	87	39 263
Marchigüé	495	56 907	24	14	105	267	45	310	78	1 142	83	2 827	160	52 347
Paredones	878	33 172	34	22	218	585	140	1 000	176	2 483	171	5 144	139	23 938
Pumanque	304	38 202	5	4	51	125	45	337	28	413	49	1 605	126	35 719
Total	2 355	173 543	122	69	581	1 532	358	2 562	377	5 362	405	12 751	512	151 267

Dans la région du SC, la majorité des exploitations sont familiales et disposent individuellement de peu de capital financier pour améliorer leurs conditions de production, transformation et commercialisation du quinoa.

Selon la superficie semée au sein des exploitations, on note que les agriculteurs de la commune de Paredones sont ceux qui détiennent le plus faible pourcentage de quinoa par rapport aux autres communes voisines. Le quinoa représente en moyenne 34% de la superficie moyenne cultivée, ce qui est bien inférieur à ce qui peut être observé à Pichilemu (61%) ou à Pumanque (49%). Cette différence s'explique d'une part par le fait que les agriculteurs de Paredones donnent plus d'importance aux cultures commerciales et que le quinoa reste encore considéré comme un produit d'autoconsommation ou de vente au niveau local. Néanmoins, les surfaces moyennes cultivées par agriculteurs étant supérieures à Paredones par rapport aux autres communes, cela permet de relativiser la surface semée

en quinoa par agriculteur pour avoir dans tous les cas autour de 1.5 à 2 ha en moyenne par exploitation agricole (Olguín, 2011).

COOPROQUINOA : un dispositif pour activer la ressource territoriale spécifique QUINOA

Quelques données des agriculteurs de la coopérative

A la création de la coopérative en juin 2014, 34 producteurs composaient la coopérative, aujourd'hui ce chiffre atteint presque 50. Ils sont localisés dans les 4 communes d'intervention avec une forte participation des producteurs de la commune de Pichilemu (Fig. 2, Tab. 8 et 9).

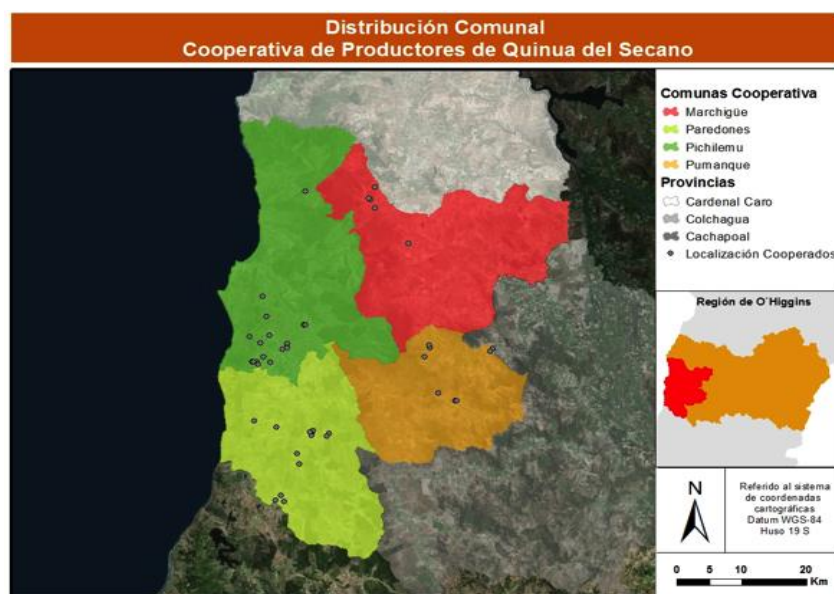


Figure 2 :
Répartition spatiale
des exploitations
adhérents à la
COOPROQUINOA

Il s'agit surtout des exploitations de très petite taille avec moins de 5 hectares. Seulement deux exploitations ont plus de 10 hectares (21ha et 56ha respectivement), elles sont situées sur les communes de Pichilemu et de Paredones.

Tableau 8 : répartition des exploitations agricoles de la coopérative selon leur superficie

Classes	Pichilemu	Marchigüe	Paredones	Pumanque
< 5 hectares	17	1	12	3
5 – 10 hectares	0	0	0	0
> 10 hectares	1	0	1	0
Total	18	1	12	3

Concernant l'âge des agriculteurs on peut observer (tableau 9) qu'il s'agit d'agriculteurs âgés. Plus de 50% d'entre-eux ont plus de 60 ans et environ 40% ont entre 45 et 60 ans. Ceci n'est pas étonnant pour le Chili où l'agriculture, et en particulier l'agriculture du « secano costero » n'attire plus les jeunes. Ces derniers préfèrent émigrer dans les grandes villes (Rancagua, San Fernando et Santiago)

Tableau 9 : répartition des exploitations agricoles de la coopérative selon l'âge

Classes	Pichilemu	Marchigüe	Paredones	Pumanque
< 45 ans	3	0	2	0
45 - 60	5	0	5	1
> 60	6	1	6	2
Total	14	1	13	3

Le fait que la production de quinoa soit en main des producteurs plutôt âgés cela peut constituer un avantage, principalement en ce qui concerne les connaissances agronomiques, mais cela peut aussi être un facteur de fragilité pour le futur car si les jeunes agriculteurs ne viennent pas renforcer l'organisation, la production de quinoa et partager les connaissances avec les plus âgés : la « culture » du quinoa risque de disparaître. Activer la ressource territoriale du quinoa devient non seulement un enjeu agricole mais aussi territorial !

L'activation de la ressource territoriale du quinoa : un long chemin !

Afin, d'activer la ressource territoriale ou actif spécifique « le quinoa », nous avons donc construit un ensemble de dispositifs d'expérimentation et d'animation. Les premières études conduites ont permis de valider la très grande diversité génétique de l'écotype du niveau de la mer (Bazile et al, 2010). Le projet IMAS a contribué à la reconnaissance et à la conservation de ce biodiversité en réalisant des enquêtes auprès des agriculteurs, en caractérisant avec ces mêmes agriculteurs ce matériel collecté et, en transmettant un échantillon de toutes ces variétés à la banque nationale de semences du Chili (INIA-Vicuña) afin d'assurer leur conservation sur le long terme. Les agriculteurs de cette zone ignorent qu'ils détiennent un trésor ou patrimoine agricole qu'ils ont eux-mêmes créé du fait de la diversité de leurs pratiques individuelles de sélection des semences au sein d'un même environnement géographique. A partir de ces résultats nous avons présenté un projet de développement "Tecnologías de Innovación para la Quinoa del Secano" (2014-2015) à la région Libertador Bernardo O'Higgins. Il a été accepté et il a démarré en janvier 2014. Sa finalité est de promouvoir la production de quinoa comme alternative économique et environnementale dans la région. Il s'agit de caractériser la diversité agromorphologique des variétés paysannes de quinoa des 4 communes et de construire une « vitrine » de cette diversité pour dialoguer et construire, avec les agriculteurs des scénarios d'évolution de leur territoire en fonction de la production du quinoa. Mais, la première activité, suivant notre proposition (hypothèse) de départ, et condition nécessaire pour réaliser les autres activités telle que la commercialisation, la transformation, l'expérimentation a été la création de la coopérative COOPROQUINUA.

Nous faisons l'hypothèse, suivant la revue de la littérature et notre connaissance du terrain, que l'activation de la ressource (ou actif) territoriale quinoa est autant une affaire technique (reconnaissance des spécificités) qu'organisationnelle c'est-à-dire qu'il faut se donner le cadre (dispositif) au sein duquel il sera possible d'imaginer, définir les règles de fonctionnement, de gouvernance et de reproduction de cette nouvelle ressource.

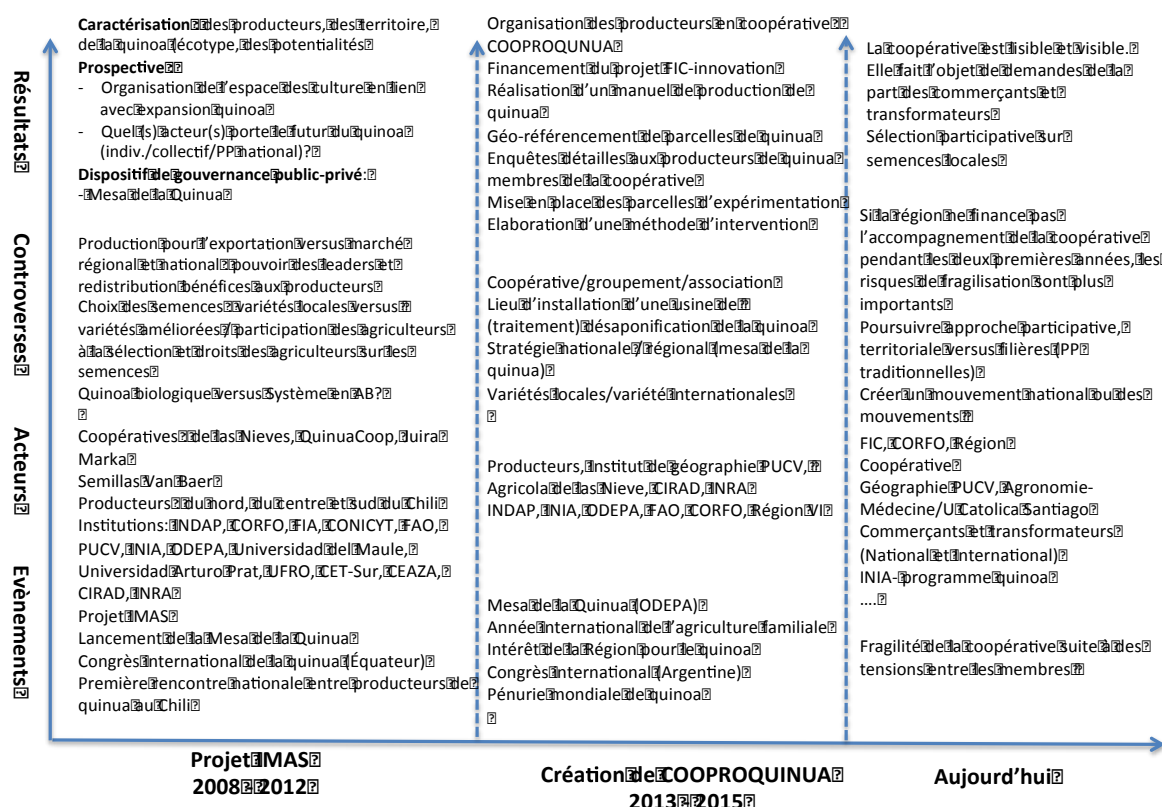
En ce qui concerne la coopérative comme dispositif, entre différentes formes d'organisation (association, groupement, etc.), la décision n'a pas été facile. Les agriculteurs ont décidé de s'organiser en coopérative malgré le « fantôme de la dictature » car cette forme d'organisation est aujourd'hui reconnue par l'Etat et bénéficie d'une série d'aides tant financières que d'accompagnement. Difficile en effet, au Chili les agriculteurs (mais retrouve aussi la même situation dans d'autres secteurs) ont « peur » d'institutionnaliser l'action collective car pendant le coup d'Etat militaire et les premières années de la dictature de Pinochet ce sont les dirigeants et les membres des coopératives qui ont été les premiers à être emprisonnés, torturés, exilés, tués.

Nos premiers résultats montrent que malgré le fait que la zone soit classée en zone de grande pauvreté, la région du SC dispose d'atouts naturels qui peuvent être utilisés comme leviers pour le développement territorial permettant ainsi une redynamisation de l'agriculture par des certifications, la promotion du tourisme, le développement de circuits courts, etc. Depuis la naissance de la coopérative, la superficie de quinoa des membres de la coopérative, a été multipliée par deux !, des acheteurs nationaux et étrangers, des industriels, comme Nestlé par exemple, commencent à s'intéresser au quinoa du SC pour l'élaboration de plats préparés également.

La chronique de la (ré)activation du Quinoa

Nous avons retracé le processus de (ré) activation du quinoa dans la zone centrale du Chili et avons identifié trois grandes périodes.

Figure 2 Synthétique de la (re)activation du quinoa dans la zone centre du Chili



Nous pouvons observer que dans la première période (projet IMAS, ANR Biodiversité), les acteurs présents sont nombreux et très divers. S'il fallait qualifier cette période, nous pourrions dire qu'il s'agit « d'un réveil en douceur ». Des institutions d'Etat, INDAP et CORFO par exemple, mettent en place des politiques publiques pour accompagner le développement de l'agriculture familiale en général via des projets de développement, tournées techniques... Ce sont les acteurs émergents, comme les ONG (CETR Sur), les coopératives (Las Nieves, en particulier), les centres de recherche régionaux (CEAZA) et les Universités (UNAP, UCM, PUCV) qui détournent ces instruments au bénéfice de la production de quinoa, la caractérisation des territoires, les variétés et pratiques agricoles (Bazile et al. 2012). C'est aussi pendant cette période qu'à partir de l'Institut de Géographie de la *Pontificia Universidad Católica de Valparaíso (PUCV)*, se forme une équipe des jeunes géographes (du développement rural) qui va répondre à l'appel à projet lancé par la région sur l'innovation et le développement. Les coopératives de producteurs, en particulier au Nord, commencent à faire leurs premiers apprentissages même si on voit une nette diminution de leur dynamique. Un des résultats majeurs de cette phase est peut-être la volonté de créer une « Mesa de la Quinoa » (organisme interprofession sur la filière quinoa hébergé au sein du Ministère de l'Agriculture à l'ODEPA). Il s'agit d'un dispositif national qui réunit l'ensemble des partenaires ou parties prenantes de la filière pour échanger mais surtout pour élaborer de stratégies d'intervention. La principale controverse se situe à cette période autour de l'utilisation (ou ré-utilisation) des semences. Faut-il privilégier les semences locales ou non dans les schémas d'amélioration variétale et de quels droits disposent les agriculteurs pour ressemer les variétés commerciales améliorées?

La deuxième phase est celle en cours, pour laquelle nous travaillons ici à la co-construction de la coopérative COOPROQUINUA. Ce travail, financé par la région via le projet FIC, se centre tout d'abord sur l'organisation des producteurs pour aboutir à la création de la coopérative. Son émergence correspond au résultat du travail collectif sous forme d'ateliers participatifs avec la contribution forte des agriculteurs, des techniciens d'INDAP et de l'équipe du projet FIC.

Mais de façon parallèle un travail important a aussi été réalisé sur la caractérisation des systèmes de production des membres de la coopérative à partir d'entretiens semi-directifs avec les agriculteurs et leur famille, un repérage sur l'ensemble du territoire de 4 communes des zones de culture de quinoa – cartographie et géo-référencement des parcelles de production de quinoa-. Signalons que ce travail de cartographie sera un précieux outil de planification et de suivi pour le pouvoir public régional. Il est prévu de transférer à INDAP la gestion complète du système d'information géographique (SIG) développé dans le cadre du projet.

L'élaboration d'un manuel de recommandations sur les pratiques de production de quinoa a été réalisé autant pour servir de référence aux producteurs qui souhaitent se lancer dans la production de quinoa que pour produire un langage commun. Le manuel (les différentes versions) a déjà été présenté à plusieurs reprises aux producteurs membres de la coopérative.

La mise en place de parcelles « d'expérimentation participatives » constitue un second volet de la co-construction autour du dispositif de la coopérative. L'objectif de ces parcelles est multiple (expérimentation, vitrine de la biodiversité, espace de dialogue multi-acteurs, construction d'un langage commun, projection et prospective) c'est pourquoi leur localisation a été décidée en assemblée générale de la coopérative afin que chaque agriculteur choisi par le groupe s'engage non seulement à participer aux travaux culturels, à relever les données mais aussi et surtout à ouvrir sa parcelle à l'ensemble des membres de la coopérative (pendant les journées d'échanges) devenant ainsi l'« ambassadeur » de l'expérimentation et de l'approche participative pour le projet au travers de l'implication de la coopérative. Concernant les objectifs spécifiques, les parcelles ont pour objectif particulier de tester l'adaptation des différentes variétés collectées dans les quatre secteurs géographiques de la zone d'étude en les mettant simultanément en culture dans les différentes zones avec application du même protocole expérimental. Ce dernier est classique l'expérimentation agronomique avec l'emploi d'un dispositif en blocs et répétitions de type « carrés latins » : 12 variétés au total conduites avec trois répétitions et suivant deux dates de semis espacées d'un mois (test de la sensibilité au photopériodisme). Pendant l'expérimentation (de mi octobre à fin mars), deux rencontres ont été organisées avec les producteurs sous forme d'ateliers collectifs avec des visites au champ. La première pour parler de la mise en place de l'expérimentation et la deuxième pour présenter et discuter des résultats. A cette occasion nous avons travaillé avec les agriculteurs pour choisir les variétés qui leur semblaient les meilleures selon les secteurs géographiques: pourquoi selon différents critères agronomiques, forme, etc. Ce travail a permis d'échanger non seulement sur les critères qui sont importants pour les agriculteurs mais aussi sur leurs attentes pour le futur de notre collaboration. L'étape suivante est la mise en place, dans les 4 zones où se trouvent les parcelles, d'un de sélection variétale participative centrée sur la valorisation des semences locales de quinoa.

Les dispositifs d'action collective, en particulier les parcelles d'expérimentation, jouent ici un rôle central dans l'activation de la ressource territoriale. Elles permettent de réveiller la ressource, d'élaborer un référentiel commun et un langage partagé et au final de fabriquer un projet commun : un mythe organisationnel.

Conclusion

Cette communication avait pour objectif de mettre à l'épreuve la notion de ressource territoriale pour analyser la relance de la culture du quinoa dans la région côtière du centre du Chili et comprendre comment, dans les analyses de développement local, ces approches amènent à repenser la ruralité au XXI^{ème} siècle. Le résultat novateur, sur le plan méthodologique, confirme l'existence de ressources territoriales qu'il faut activer afin de faire renaître une ruralité chargée de sens pour ses habitants afin qu'ils puissent ensemble se projeter dans l'avenir. La méthode de recherche-action nous a permis d'une part, de générer du lien au travers du processus d'innovation retenu (coopérative, référentiel technique, alliances productives...) et d'autre part, de valoriser l'ancrage territorial de ce processus (savoir-faire, climat,...) pour créer les bases d'un développement local durable permettant au monde rural d'exister et d'être reconnu comme facteur d'innovation pour sa population. Une des difficultés pour activer ou réveiller les ressources endormies est celle de leur interdépendance. Une ressource dépend de plusieurs autres ressources secondaires ou non ; économiques ou culturelles. Pour activer

une ressource il faut donc simultanément activer les autres ressources et dans le même temps trouver le bon ordre d'activation.

La coopérative est (peut-être considérée) à la fois comme un instrument et un dispositif. Instrument dans le sens qu'elle permet seulement (figure juridique) aux acteurs d'exploiter ensemble une ressource territoriale. Elle devient dispositif lorsqu'elle est assignée à l'élaboration de stratégie territoriale et peut convoquer d'autres acteurs, produire des modèles et des propositions de développement territorial.

Références bibliographiques

- Bazile D., Fuentes F., Mujica A., (2013), Historical perspectives and domestication. *In* : Bhargava Atul, Srivastava Shilpi. Quinoa : botany, production and uses. Wallingford : CABI, p. 16-35
- Bazile D., Chia E., Hocdé H., (2012), Le détournement d'instruments de politiques publiques de développement rural au Chili au bénéfice de la production du quinoa. *Reflets et Perspectives de la Vie Economique*, LI (2), p. 35-56.
- Bazile D., Martinez E.A., Hocdé H., Chia E., (2012a). Primer encuentro nacional de productores de quínoa de Chile : Una experiencia participativa del proyecto internacional IMAS a través de una prospectiva por escenarios usando una metodología de "juego de roles". *Tierra Adentro (Chile)* (97) : 48-54.
- Bazile D., Olguin P., Chia E., Hocdé H., (2012b). Prospectiva por escenarios aplicada a las dinámicas del cultivo de quinoa en Chile. *Anales de la Sociedad Chilena de Ciencias Geograficas* : 345-352.
- Bazile D., Chia E., Hocdé H., Negrete Sepulveda J., Thomet M., Nuñez L., Martinez E.A., (2012c). Quinoa heritagén an important resource for tourism experience. *Revista geografica de Valparaíso* (46) : 3-15.
- Bazile D., Martinez E.A., Fuentes F., Chia E., Namdar-Irani M., Olguin P., Saa C., Thomet M., Vidal A., (2014). La quínoa en Chile. *In* : Bazile Didier (ed.), Bertero Hector Daniel (ed.), Nieto Carlos (ed.). Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013. Santiago : FAO, p.477-503. <http://www.fao.org/3/a-i4042s/index.html>
- Bazile, D., (2015), Le quinoa : les enjeux d'une conquête. Éditions Quæ, Collection Essais, 112 pages. ISBN 978-2-7592-2269-8.
- Boissin O., (1999), La construction des actifs spécifiques : une analyse critique de la théorie des coûts de transaction. *Revue d'économie industrielle*. Vol. 90. 4e trimestre 1999. p. 7-24.
- Boltanski L., Thévenot L., (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard. NRF, Essai
- Carimentrand A., Baudoin A., Lacroix P., Bazile D., Chia E., (2014), Las dinámicas de comercialización de la quinua en los países andinos: ¿qué oportunidades y retos para la agricultura familiar campesina?. *In* : Bazile Didier (ed.), Bertero Hector Daniel (ed.), Nieto Carlos (ed.). Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013. Santiago : FAO, p. 394-408. <http://www.fao.org/3/a-i4042s/index.html>
- Chaudey M., (2011). L'approche contractuelle de la firme. Synthèse : Les théories de la firme. Dossier en ligne Université de Saint-Etienne et GATE-CNRS, pour SES-ENS. http://ses.ens-lyon.fr/les-theories-de-la-firme-137664.kjsp?RH=SES_00
- Chia E., Hocde H., Alfonso D., Bazile D., , (2009). Gouvernance de la biodiversities-de-la-firme-137664.kjsp?RH=SES_00 firme. Dossier en ligne Université Colloque International Localiser les produits : une voie durable au service de la diversité naturelle et culturelle de Sud ? 9-11 juin 2009, Paris, France : 10 p.
- Chia E., (2004). Principes, méthodes de la recherche en partenariat : une proposition pour la traction animale. *Revue Elev. Méd. vét. Pays trop.*, 2004, 57 (3-4) : 233-240
- Chia E., Torre A., (1999), Règles et confiance dans un système localisé, le cas de la production de

Comté AOC. Sciences de la Société, n° 48, p. 49-70

- Colletis G., Gilly J-P., Leroux I., Pecqueur B., Perrat J., Rychen F., et Zimmermann J. -B., (1999), Construction territoriale et dynamiques productives. GREQAM, Document de travail 99A12. 24 p.
- DATAR, (2005), Glossaire réalisé à partir des références indiquées en bibliographie à la demande de la Commission nationale SPL – 18 janvier 2005, et conduit par : Alain Marciano. 13 p.
- Furche C., Salcedo S., Krivonos E., Rabczuk P., Jara B., Fernandez D. & Correa F., (2014), Comercio internacional de quinua. In : Bazile Didier (ed.), Bertero Hector Daniel (ed.), Nieto Carlos (ed.). *Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013*. Rome : FAO, p. 376-393.
- Ghertman M., (2003), Oliver Williamson et la théorie des coûts de transaction. *Revue française de gestion* 2003/1, n° 142, p. 43-63.
- Hugues F., Hirczak M., Senil N., (2013), De la ressource à la trajectoire : quelles stratégies de développement territorial ? *Géographie, Economie, Société* n°15 pp. 267-284
- Jellen E., Maughan J., Fuentes, F. & Bozena K., (2014), Botánica, Filogenia y Evolución. In : Bazile Didier (ed.), Bertero Hector Daniel (ed.), Nieto Carlos (ed.). *Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013*. Rome : FAO, p. 12-25.
- Le Roy F., Yami S., (2007), Les stratégies de coopétition, *Revue française de gestion* 2007/7 (n° 176), p. 83-86.
- Kebir L., (2006), Ressource et développement régional, quels enjeux ? *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°5 décembre, p. 701-723.
- Koenig G., (2012), Le concept d'écosystème d'affaires revisité. *M@n@gement*, N°/2 Vol. 15, p. 209-224.
- Muchnick J., De Sante Marie C., (Coordinateurs), (2010), *Le temps du SYAL : techniques, vivres et territoires*. Quae editions. 320 p.
- Miranda M., Vega-Gálvez A., Quispe-Fuentes I., Rodríguez M-J., Maureira H., Martínez E., (2012), Nutritional Aspects of Six Quinoa (*Chenopodium quinoa* Willd.) Ecotypes from three Geographical Areas of Chile. *Chilean journal of agricultural research*, 72(2), p.175-181.
- Napoleone M., Chia E., (2010), Repenser la coordination entre agriculteur et coopérative laitière. Vers une gestion concertée de la saisonnalité de la collecte. *Gérer et Comprendre* (102), p. 58-69.
- ODEPA, 2009. Estudio: Acceso a la tierra en la agricultura familiar campesina como factor de desarrollo. Disponible en la web:
http://www.odepa.cl/wpcontent/files_mf/1369760654Tierra_en_agricultura_familiar_campesina.pdf
- Olguin P., (2011), "Dinamicas espaciales de los sistemas de produccion de quinua de la region del Libertador Bernanrdo O'Higgins Chile, con relaciones a los factores economicos y del medio ambiente. Mémoire de master Instituto de Geografia, PUCV.
- Pecqueur B., (2005), Les territoires créateurs de nouvelles ressources productives : le cas de l'agglomération grenobloise, *Géographie, économie, société*, 2005/3 Vol. 7, p. 255-268
- Raffestin C., (1980), *Pour une Géographie du pouvoir*. Litec, 250 p.
- SEREMI de agricultura, Región de O'Higgins. Disponible en la web:
<http://ohiggins.minagri.gob.cl/nuestra-region/economia-regional/>
- Vall. E., Chia E., (2014), Co-construire l'innovation : la recherche-action en partenariat. In *Agricultures familiales et mondes à venir*. Sourisseau J.M., (Ed). p. 239-256
- Vitry Ch., Elhassan A., Dugue P., Chia E., (2015), Apprendre à coopérer : un défi pour l'adhésion des agriculteurs au Plan Maroc Vert. *NewMedit*, Soumis 2014.
- Williamson O.E., (1994), *Les institutions de l'économie*, éd. InterEditions. 404 p.